

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires,
Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 0068-08138

**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société
ENVIE 2E MIDI-PYRÉNÉES
exploitant une installation de regroupement, tri et démantèlement de DEEE
à Portet-sur-Garonne**

0 1 6 0

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L.172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 autorisant la société Envie 2E Midi-Pyrénées, dont le siège social est situé au 19-21 avenue du Bois Vert à Portet-sur-Garonne, à exploiter à cette même adresse une installation de regroupement, tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;

Vu l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 susvisé qui dispose: *« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. » ;*

Vu l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 susvisé qui dispose: *« L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :*

- *un bâtiment d'exploitation comprenant :*
 - *une zone « Ecrans » pour le stockage des écrans à tubes cathodiques et des écrans plats et le démantèlement des écrans à tubes cathodiques ;*
 - *une zone centrale pour le regroupement des DEEE, le démantèlement des écrans plats et les bureaux administratifs ;*
 - *une zone « PAM » pour le stockage et le traitement des petits appareils en mélange (PAM), le stockage des fractions issues du démantèlement des PAM, et le tri des plastiques bromés, le stockage des radiateurs à bain d'huile ;*
- *des zones extérieures pour :*
 - *le stockage en bennes de fractions issues du démantèlement des DEEE ; (...) » ;*

Vu l'article 7.1.1 de l'annexe 1 « prescriptions techniques » de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 susvisé qui dispose: *« L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour se conformer en permanence aux dispositions définies dans le dossier joint à la demande d'autorisation d'exploiter susvisée, déposée le 8 février 2016, pour l'entreposage de ces déchets, en particulier les capacités maximales, les modes, les hauteurs maximales et les zones d'entreposage. » ;*

Vu l'article 7.2.2 de l'annexe 1 « prescriptions techniques » de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 susvisé qui dispose: « *Les zones d'entreposage, de regroupement, de tri, de désassemblage et de traitement des DEEE et des déchets et composants issus des opérations de traitement et de désassemblage sont situées à l'intérieur du bâtiment d'exploitation de l'établissement.* » ;

Vu l'article 7.2.3 de l'annexe 1 « prescriptions techniques » de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 susvisé qui dispose: « *L'exploitant, en tant que détenteur de DEEE de type GEM Froid susceptibles de contenir des fluides frigorigènes, prend toute disposition de nature à éviter le rejet à l'atmosphère de fluide frigorigène, y compris de manière accidentelle lors de leur manipulation.* » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 août 2019 relatif à la visite d'inspection du 1^{er} août 2019 de l'installation de regroupement, tri et traitement de DEEE exploitée par la société Envie 2E Midi-Pyrénées à Portet-sur-Garonne dont copie a été transmise à l'exploitant par courrier en date du 22 août 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 1^{er} août 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- une structure légère extérieure couverte affectée à l'entreposage des écrans avant traitement a été installée sans avoir été portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ;
- les DEEE entreposés dans cette nouvelle zone extérieure couverte débordent de la surface couverte ;
- d'autres zones d'entreposage de DEEE à l'air libre apparaissent, le long des clôtures du site et de la voie de circulation périphérique ;
- des déchets plastiques issus des écrans et en attente de broyage sont entassés autour du broyeur de plastiques ;
- les conditions de stockage des GEM froids (réfrigérateurs), susceptibles de contenir des fluides frigorigènes, ne présentent pas toutes les garanties en matière de stabilité et de rejet accidentel de fluides frigorigènes lors de leur manipulation ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 5 et 9 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 susvisé et des articles 7.1.1, 7.2.2 et 7.2.3 de l'annexe 1 « prescriptions techniques » de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 susvisé;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Envie 2E Midi-Pyrénées de respecter les dispositions susvisées afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été porté à la connaissance de la société Envie 2E Midi-Pyrénées par courrier en date du 22 août 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} – La société Envie 2E Midi-Pyrénées (SIREN n°500 527 288), exploitant une installation de regroupement, tri et traitement de DEEE au 19-21 avenue du Bois Vert sur la commune de Portet-sur-Garonne, est mise en demeure de respecter, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 5 et 9 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 susvisé et des articles 7.1.1, 7.2.2 et 7.2.3 de l'annexe 1 « prescriptions techniques » de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2017 susvisé.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. - Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société Envie 2E Midi-Pyrénées.

Art. 4. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la notification. Le tribunal peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr>.

Art. 5. - En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Envie 2E Midi-Pyrénées.

Fait à Toulouse, le **24 SEP. 2019**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Denis OLAGNON

